

ultérieurement dans les plantations africaines. Cela aide à lutter contre les maladies qui attaquent de plus en plus les arbres.

En conclusion il faut dire qu'aucune entreprise ne peut apporter seule de réels changements. La collaboration qui peut attirer l'attention du monde entier vers ces problèmes, est nécessaire. Il est aussi important de prendre conscience de l'impact négatif de la consommation quotidienne du chocolat sur la société africaine et sur la planète.

A. Shilova

А. Д. Шилова

БГЭУ (Минск)

Научный руководитель М. А. Комарова

UBERISATION: LA ROUTE A LA CONSTRUCTION DE L' UBER-ETAT?

УБЕРИЗАЦИЯ: КУРС НА ПОСТРОЕНИЕ УБЕР-ГОСУДАРСТВА?

Airbnb, Blablacar, Ouidrive, Lending Club, Amazon composent une petite partie de la liste des adeptes de l'Uber-bombardiers de l'économie traditionnelle. De plus en plus de secteurs sont bousculés par le développement de ces plateformes collaboratives, des sites de troc de biens et/ou de services entre particuliers.

Le but de la recherche en question consiste à analyser l'influence de l'ubérisation à l'économie, ses avantages et ses inconvénients aussi bien qu'à comparer le niveau de l'ubérisation en France et au Bélarus.

L'ubérisation est un phénomène au domaine de l'économie qui consiste en utilisation des plateformes web et des applications mobiles permettant à des clients de trouver, à tout moment, leurs co-agents qui offrent des ressources. Pour chaque marché commercial, l'entreprise se rémunère en prélevant une commission [2].

Apparu en 2014 (utilisé par le PDG de Publicis Maurice Lévy), ce terme n'a cessé de provoquer les débats. **D'un côté** l'ubérisation réinvente notre modèle social, le fonctionnement des règles fiscales, élargit la possibilité de collaborer sans contrat de travail, transforme les modèles du passé en systèmes collaboratifs, qualitatifs et économiques, donne l'accès à des services de meilleure qualité ou à des prix plus bas. **En contrepartie, les désavantages de l'ubérisation sont liés à l'engendrement d'une concurrence faussée, à l'effacement des limites entre la vie professionnelle et personnelle, etc.**

Après les domaines pionniers de l'hôtellerie (Airbnb, Booking.com) et des transports (Uber, Blablacar, Drivy), l'ubérisation commence même à toucher les secteurs économiques les plus traditionnels et intouchables, comme le secteur du droit, par exemple Cma-Justice qui propose la mise en relation entre avocats et justiciables [2].

Chaque année le monde devient de plus en plus ubérisé : en 2015 le service Uber est disponible dans 51 pays et 253 villes du monde entier, le service Airbnb fonctionne dans 190 pays.

En France on compte environ 180 plateformes ubérisées avec un chiffre d'affaires à peu près d'un milliard d'euros, avec un taux de croissance de 35 % par an. Selon l'Observatoire de l'ubérisation les secteurs les plus ubérisés sont: taxis (à 70%), location et éducation (à 60%), hôtels (à 50%), bâtiment (à 20%) [1].

Certains économistes trouvent que l'ubérisation est le début de la fin de l'Etat: elle fondera le nouveau système économique mondial – complètement volontaire, absolument marchand et ouvert. Les adeptes de ce concept supposent que ce phénomène est capable de remplacer l'Etat-même.

A partir de 2014 l'Uber est présenté sur le marché biélorusse. Les plateformes de crowdfunding Ulej, Investo.by sont en train de prendre une part du secteur bancaire. Dans l'hôtellerie les leaders sur notre marché sont Booking.com, AirBnB. Plusieurs domaines sociaux du Bélarus peuvent être uberisés.

En conclusion on peut dire que l'économie biélorusse est moins ubérisée que celle-ci française, néanmoins on considère un nombre croissant de nouveaux agents économiques sur le marché national, même d'origine biélorusse (Ulej, Drivetime, Juno, Xytki.by).

D'un côté, l'ubérisation rend des services appréciés par les consommateurs, et elle est un formidable vecteur de promotion sociale. Mais d'un autre côté, l'ubérisation bouleverse la protection sociale et la fiscalité, remet en cause de nombreux métiers. Ce phénomène ne peut pas être négligé, et ses sujets ne sont plus un tabou.

Références

1. Etude annuelle 2017 du Conseil d'Etat: Puissance publique et plateformes numériques: accompagner l'«ubérisation»- Conseil d'État, 2017. – 190 p.
2. Foire aux questions sur l'Ubérisation [Electronic resource]// L'Observatoire de l'ubérisation. –Mode of access: <https://www.uberisation.org/fr/content/faq-sur-lub%C3%A9risation>. – Date of access: 25.10.2017.